



N°813

DU 5 AU 12 MARS 2016

PARTI SOCIALISTE.FR  
@PARTISOCIALISTE

1,5€

**l'hebdo**  
des socialistes

# Apaiser le Parti socialiste



« Je suis contre l'idée professée par les uns ou par les autres que la gauche est brisée, en miettes, irréconciliable », a estimé le Premier secrétaire lors d'une interview à BFM. Il a rappelé avoir besoin de « tous les socialistes » soulignant que « Martine Aubry est une grande voix des socialistes, nous en aurons besoin dans la campagne présidentielle comme nous aurons besoin de Manuel Valls ».

Jean-Christophe Cambadélis a cette semaine lancé un « appel à l'unité » pour « apaiser le PS à l'intérieur » et le « dépasser à l'extérieur ». Il va proposer dans les prochaines semaines la création de l'alliance populaire afin justement de fédérer toutes les grandes voix politiques, mais aussi citoyennes et militantes dans le but d'œuvrer ensemble à la victoire de la gauche. »

## LES NOUVEAUX DÉFIS DE L'ÉCONOMIE



**D**ans le cadre de l'élaboration des Cahiers de la présidentielle, le comité national de pilotage tenait, ce mercredi 2 mars, sa première audition autour du thème «*Entreprendre, travailler, s'accomplir*». Les membres du comité de pilotage ont échangé avec Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France Stratégie sur les enjeux économiques d'aujourd'hui et de demain.

France Stratégie a pour mission d'éclairer les débats et de proposer une réflexion sur l'avenir et a initié une série de notes, visant à cerner les enjeux sur plusieurs thèmes, en prenant la perspective de la décennie à venir.

### QUELLES PERSPECTIVES POUR LA CROISSANCE ?

Dans son intervention, Jean Pisani-Ferry a posé les perspectives globales de la croissance mondiale. En point de départ de son analyse, le constat d'une «*décennie perdue*», en particulier pour les pays avancés qui ont connu un affaiblissement de la croissance, contrairement aux pays émergents.

Pour l'avenir, trois éléments «*d'assez grande certitude vont peser sur la croissance mondiale*», selon les mots du Commissaire général de France-Stratégie. Le vieillissement de la population tout d'abord, avec ses consé-

quences sur la population active, sur la productivité, sur les équilibres entre générations. Le poids de l'endettement total ensuite. Et enfin le problème de la répartition des revenus qui est très marquante dans la plupart des pays. À cet égard, Jean Pisani-Ferry souligne que les inégalités en France ont peu augmenté en comparaison internationale, même si cela va à l'encontre de la perception générale. Un chiffre éclairant : plus des deux tiers des Français font partie de la classe moyenne (*définie comme la population se situant entre deux tiers du revenu médian et deux fois le revenu médian*), quand c'est le cas d'un Américain sur deux.

D'autres sujets suscitent des incertitudes : la productivité dont les données montrent qu'elle ralentit ; le taux d'intérêt réel, alors que nous sommes dans une période d'inflation très basse ; la croissance des pays émergents : pour exemple, la Chine a aujourd'hui un taux d'investissement trop élevé par rapport à son taux de croissance. Il peut y avoir des difficultés pour les pays émergents à passer la trappe du revenu intermédiaire.

«*Depuis 2008, nous assistons aujourd'hui à un ralentissement sensible du commerce mondial et à un phénomène de reflux des capitaux*». Alors qu'auparavant, le commerce mondial croissait deux fois plus vite que le PIB mondial, ces cinq dernières années, ils ont crû au même rythme. Ce phéno-

mène n'empêche pas le développement d'une classe moyenne mondiale qui reste une tendance forte même au regard des fluctuations de la croissance.

### POUR SUIVRE LA BATAILLE DE LA COMPÉTITIVITÉ

La compétitivité française est, selon le commissaire général de France Stratégie, un sujet qui nous a mobilisés ces dernières années. La question n'est pas derrière nous. «*Il y a des bonnes nouvelles : un déficit extérieur en recul, en partie grâce à l'effet pétrole mais aussi en raison d'un arrêt de la dégradation des parts de marché françaises sur le marché extérieur*». Pour Jean Pisani-Ferry, ceci est en partie dû à l'effet du redressement de la compétitivité prix. À ce titre, il a souligné le rôle important du CICE et du Pacte de responsabilité mis en place par le gouvernement dans ce redressement.

En matière de compétitivité hors prix, certains éléments sont à améliorer en France : les compétences des actifs, avec une déficience de la formation professionnelle ; le management, et enfin, la diffusion du numérique dans les entreprises. «*Sur ces différents éléments, nous avons un retard qui risque d'être pénalisant dans la décennie qui vient*».

# BRÈVE DE LA SEMAINE

Le Premier ministre a interpellé le commissaire européen à l'Agriculture Phil Hogan lors d'une rencontre le 25 février dernier. Rappelant que la PAC est une politique prioritaire pour la France, il a appelé la commission européenne à prendre des mesures à la hauteur de la crise agricole que traverse les filières d'élevage.

## OLOF PALME, TRENTE ANS APRÈS

Le 28 février, la Suède a rendu un hommage émouvant à Olof Palme, le Premier ministre social-démocrate assassiné en 1986. Un meurtre qui n'a toujours pas été élucidé, et donc le pays reste d'autant plus marqué qu'en 2003, ce fut une autre dirigeante social-démocrate, Anna Lindh, qui fut elle aussi assassinée à Stockholm.

Palme était né dans un milieu conservateur. C'est à l'occasion de ses voyages dans le Tiers-monde, voyant la ségrégation raciale aux États-Unis où il a étudié, qu'il adhère aux idées social-démocrates. Il rédige sa thèse sur le syndicat de l'automobile, dirigé à l'époque par le socialiste américain Walter Reuther qui fait office de mentor pour le jeune étudiant suédois.

Olof Palme a adhéré au Parti social-démocrate en 1949. Il est alors âgé de 22 ans. Militant dans son université, Président de l'Union des étudiants sociaux-démocrates, il se définit comme un socialiste, antiraciste, anti impérialiste et anti colonialiste.

Repéré par le leader du Parti Tage Erlander qui dirige le pays depuis 1946 et qui va rester 23 ans à cette fonction et député à trente ans, Palme succède à Erlander à la fois à la tête du Parti et du gouvernement en 1969. Il gouvernera le pays jusqu'en 1976, puis de 1982 à sa mort.

Dès lors, Palme noue des liens très forts avec Willy Brandt chancelier social-démocrate d'Allemagne et son homologue autrichien Bruno Kreisky. Les trois hommes échangent régulièrement. Leur correspondance a été publiée en France sous le titre la *Social-démocratie et l'avenir des idées* chez Gallimard et qui reprend des échanges entre 1972 et 1975.

### UN PRÉCURSEUR

La droite détestait Palme. L'homme n'était pas un atlantiste et il débattait avec vigueur. Il voulait développer la puissance de organisations syndicales par rapport au patronat, ce qui lui attira l'hostilité de ces derniers. Sous



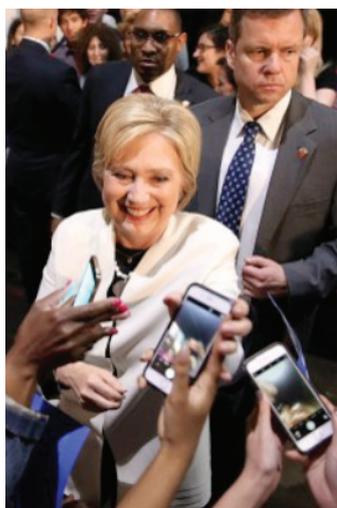
son autorité, la place de la monarchie dans les affaires politiques du pays recula fortement. Sur les questions environnementales et d'égalité femmes-hommes, il était un précurseur et il organisa d'importantes réformes du marché du travail pour sécuriser l'emploi et renforcer l'État providence.

Il a créé une allocation logement pour les retraités et les familles avec enfants en bas âge, une assurance parentale, l'IVG gratuite...

Olof Palme est assassiné en sortant du cinéma. Depuis 1987, pour perpétuer son ac-

tion sur le plan de la solidarité internationale et en faveur de la paix, un Prix Olof Palme est attribué. SOS Racisme et Harlem Désir en furent les lauréats en 1990. Le Prix 2015 a été décerné conjointement au journaliste israélien Gideon Levy et au pasteur palestinien Mitri Raheb pour leur combat contre l'occupation et la violence dans les territoires palestiniens et en faveur de la paix au Moyen-Orient. Enfin, en 1992, le parti social-démocrate et 27 organisations et syndicats ont fondé le Centre Olof Palme qui agit dans le domaine du développement international.

## HILLARY CLINTON PREND L'AVANTAGE



Dans la course à l'investiture démocrate pour la Maison blanche, Hillary Clinton a marqué son avantage face à Bernie Sanders et bénéficie d'une avance qui sera difficile à remonter pour son concurrent. Elle l'a emporté dans sept Etats sur douze à l'issue du Super Tuesday et compte désormais 544 délégués, contre 349 à son rival. Mais l'engouement pour Bernie Sanders ayant été largement mésestimé jusque là, la suite de la course peut encore réserver des surprises.

C'est du côté des Républicains que l'inquiétude est grande en revanche. Car malgré de nombreux dérapages racistes, sexistes, xénophobes, Donald Trump fait la course largement en tête et risque de plus en plus

d'obtenir l'investiture de son camp. Il a notamment traité les immigrés mexicains de violeurs, a demandé l'interdiction du territoire aux musulmans, ou s'est moqué d'un journaliste handicapé... Sur les 30% de délégués déjà attribués, il en a 285, devant l'ultraconservateur Ted Cruz avec 161. Rappelons que dans les propositions du magnat de l'immobilier, il est par exemple prévu d'expulser les 11 millions de sans-papiers qui vivent sur le sol américain, de construire un mur à la frontière avec le Mexique ou encore de revenir sur l'assurance maladie créée par Barack Obama.

Trente-cinq Etats doivent encore se prononcer pour connaître les rivaux de l'élection de novembre 2016.

# INTERVIEW DE GILLES FINCHELSTEIN

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FONDATION JEAN JAURÈS

## “ LE CLIVAGE GAUCHE DROITE EST CONCURRENCÉ PAR CELUI ENTRE LE PEUPLE ET LES ÉLITES ”



Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean Jaurès, vient de publier «*Piège d'identité. Réflexions (inquiètes) sur la gauche, la droite et la démocratie*» (Fayard, 224p, 17 €).

ensuite été lézardé parce que des forces politiques qui le contestent ont émergé, comme le Modem, et plus encore, le FN. Parallèlement, des questions politiques nouvelles sont venues traverser chacun des camps, comme avec la question européenne et le référendum de 2005. Gauche et droite se sont parfois rassemblées, soit sur de grands enjeux de politique extérieure, – la guerre en Irak –, soit sur des enjeux de politique intérieure – le front républicain pour faire barrage au FN.

Tous ces phénomènes ont conduit le clivage gauche droite, qui était hégémonique, à devenir un parmi d'autres. Il est concurrencé notamment par ce qu'on peut appeler le clivage peuple élite. Ma conviction, c'est que les populistes ne l'emporteront pas – plus précisément que Marine Le Pen ne sera pas élue en 2017 – et que donc ces deux clivages vont continuer de coexister et de s'affronter durablement.

### Quels sont les effets pour les deux camps ?

À gauche, cela pose le problème stratégique qui est qu'on est dans le tripartisme à la nuance près que la gauche n'est pas un parti, qu'elle est même divisée, sans doute de manière irréductible – on a assisté au cours de ce mandat à un basculement populiste de Jean-Luc Mélenchon. Cette division n'est pas spécifique à la France, la gauche est partout saisie par le dilemme qui est au fond accepter ou non de gouverner dans la réalité de la société et du rapport de force actuel. On le voit aux États-Unis entre Bernie Sanders et Hillary Clinton, en Grande-Bretagne avec la victoire de Jeremy Corbyn ou encore en Grèce avec la scission de Syriza.

À droite, on se concentre sur la seule crise, réelle, de leadership. Mais il y a à la fois une crise de stratégie, savoir quel est le discours à tenir vis-à-vis du FN et surtout

une crise de projet qui s'est structurée autour de la place à accorder à la question de l'identité dont Nicolas Sarkozy a voulu faire la question centrale. La droite est ainsi tombée dans «*le piège de l'identité*» sans en tirer le moindre bénéfice électoral: ce qui caractérise l'électorat du FN, c'est qu'il est uni et fidèle. Ce n'est pas en faisant un clin d'œil préélectoral que l'on peut réussir à le détourner, il y a un combat politique, idéologique, culturel de beaucoup plus longue haleine qu'il faut engager.

### Comment la gauche peut-elle agir pour faire revivre ce clivage ?

C'est très difficile parce que la dynamique aujourd'hui est sans conteste du côté de l'identité et pas du côté de l'égalité. Les pistes sur lesquelles on peut réfléchir, c'est d'abord de «*déhystériser*» ce débat sur l'identité en essayant de trouver un consensus républicain sur les questions d'immigration, notamment sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers et sur les questions de laïcité. Et puis il faut repenser la question de l'égalité pour la rendre de nouveau désirable. La gauche a pendant longtemps assimilé totalement la question de l'égalité à celle de la redistribution par la fiscalité. Or, dans un contexte de contrainte budgétaire, dans un climat de sensibilité fiscale très forte des Français, les marges de manœuvre pour la redistribution sont très limitées pour les années qui viennent.

Mais il y a un immense champ sur lequel la gauche doit s'impliquer, qui est celui de l'égalité des chances, pas dans un sens libéral à la naissance, mais à chaque étape de la vie. La gauche ne peut pas se satisfaire d'une situation dans laquelle il y a davantage d'inégalités à la sortie de l'école qu'à l'entrée, dans laquelle la formation est deux fois plus ouverte aux cadres supérieurs qu'aux ouvriers. Voilà un vaste chantier dans lequel la gauche peut se réinventer.

### Comment expliquer l'affaiblissement du clivage politique gauche droite ?

Il faut partir de ce qui était une spécificité française à la fin des années 70, où le clivage gauche droite était vécu comme une sorte d'absolu. On avait des oppositions irréductibles, des comportements électoraux faits de fidélité éternelle pour un camp ou pour l'autre. Cette situation a définitivement vécu.

Plusieurs évolutions majeures ont modifié le paysage en trois décennies: il y a eu une multiplication d'alternance et de cohabitation qui voyait donc coexister à l'intérieur même du pouvoir exécutif la gauche et la droite. Il y a eu également en 1988 et en 2007 des ouvertures, c'est-à-dire le franchissement de la frontière par un camp ou par l'autre. Le clivage a